Institut
EGA

RAPPORT

ÉTAT DE LA SITUATION SÉCURITAIRE AU SAHEL À L'AUNE DE LA MULTIPLICATION DES SOURCES CONFLICTUELLES

PAR OLIVIER GINOLIN, ANALYSTE AU SEIN DE LA COMMISSION SÉCURITÉ & DÉFENSE INTERNATIONALES - INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE

JUILLET 2020

INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉPOLITIQUE APPLIQUÉE

www.institut-ega.org

VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

AVERTISSEMENT

État de la situation sécuritaire au Sahel à l'aune de la multiplication des sources conflictuelles

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent ni l'Institut EGA ni les membres du comité de relecture.

Aucune des mentions d'organismes privés ou publics apparaissant dans le rapport n'a pour objectif d'identifier l'Institut EGA ou les propos du rédacteur à ceux-ci.

©Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020

Comment citer cette publication :

Olivier Ginolin, *État de la situation sécuritaire au Sahel à l'aune de la multiplication des sources conflictuelles,* Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, Paris, juillet 2020

Olivier Ginolin est analyste au sein de la Commission Sécurité & Défense internationales de l'Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée
31 Rue de Poissy, 75005 Paris
E-mail : contact@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



Institut
EGA

RÉSUMÉ

État de la situation sécuritaire au Sahel à l'aune de la multiplication des sources conflictuelles

Un mois avant le sommet de Nouakchott qui vient de se conclure, l'annonce le 05 juin dernier de la neutralisation de l'algérien Abdelmalek Droukdel, chef d'AQMI dans le nord Mali, marque une étape importante dans la reconquête militaire entamée par la force Barkhane et ses partenaires depuis quelques mois au Sahel. Pour autant, la situation sécuritaire malienne, comme chez ses voisins directs, demeure très précaire. Face à la poussée des différents groupes terroristes présents sur zone, les pays du G5 Sahel doivent faire face depuis un an à une dégradation importante de leur sécurité intérieure. Ainsi, aussi importante qu'apparaisse l'élimination de l'émir, ce succès ne doit pas masquer les difficultés chroniques qui persistent et s'accentuent dans toute la région, tant au niveau militaire, social, politique, que sanitaire et humanitaire (d'autant plus depuis l'apparition en Afrique de l'Ouest de la pandémie liée à la Covid-19).

Par ailleurs, la déstabilisation des États du G5 Sahel se poursuit, avec des processus électoraux contestés et des populations civiles souvent livrées à elles-mêmes loin des pouvoirs centraux. Ces dernières doivent également faire face à de plus en plus de violences inter-communautaires, structurées par d'anciens conflits ethniques et historiques, comme on peut l'observer entre certains groupes dogons constitués en milices d'auto-défense et populations peules, suspectées de sympathie pour les groupes terroristes, du simple fait de leur appartenance culturelle commune.

Parallèlement, la coexistence relativement pacifiée qui prévalait jusqu'à récemment encore entre les groupes terroristes du GSIM (Al-Qaïda) et de l'EIGS (Daech), cède désormais la place à des accrochages de plus en plus importants, à mesure que les deux factions étendent leur influence respective et entrent en concurrence territoriale frontale, notamment dans la région du Liptako-Gourma.

Le récent sommet de Nouakchott du 30 juin, réunissant les pays du G5 Sahel, la France mais aussi désormais d'autres pays européens, montre que depuis les dernières concertations de Pau en janvier dernier, la coopération internationale affiche plus fermement sa volonté de renforcer tant sur le plan militaire que civil[1], sa lutte contre les mouvements terroristes. Pour autant, malgré certains succès sur le plan sécuritaire lors du premier semestre 2020 sur toute la zone de la BSS, la région sahélienne reste encore très largement fragilisée de ce point de vue, avec une recrudescence marquée des attaques terroristes envers les forces de sécurité locales, accompagnée d'une expansion toujours plus grande de leur zone d'influence, comme le montre l'assaut de début juin contre des militaires à Fakolo dans le nord ivoirien.

[1] Selon les informations communiquées par l'Alliance Sahel qui regroupe et coordonne les actions de développement de plusieurs partenaires et organismes internationaux, 730 projets sont actuellement soutenus pour un montant global de 11 milliards d'euros.

Sommaire

Une forte augmentation des attaques terroristes sur toute la Bande Shélo-Sharienne (BSS) depuis 2019 - P. 2

Face aux poussées terroristes, les contre-offensives militaires se multiplient pour reprendre l'initiative - P. 6

La sécurité du Mali et la protection des populations civiles mises à l'épreuve par l'installation de nouveau fronts conflictuels - P. 9

Des solutions politiques aux conflits qui peinent à voir le jour - P. 11

Un horizon sécuritaire incertain en 2020 et une année cruciale pour l'avenir de la crise sahélienne - P. 14

1. Une forte augmentation des attaques terroristes sur toute la Bande Sahélo-Saharienne (BSS) depuis 2019

1. Le Mali confronté à l'ancrage djihadiste dans la région du Liptako-Gourma

L'année 2019 aura été marquée par une forte dégradation de la situation sur le front sécuritaire sur toute la BSS. Face à des groupes armés terroristes (GAT) toujours très mobiles et répartis sur un territoire vaste comme l'Europe, les armées régulières nationales, comme les forces internationales (Barkhane, MINUSMA) peinent à juguler l'inflation des violences commises, en particulier dans la région dite des trois frontières, à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Malgré l'implantation de postes avancés de la force Barkhane à Ménaka (Mali)[1] et à Goussi depuis l'été 2019 de l'autre côté de la frontière du Burkina (région du Gourma)[2], les attaques terroristes se poursuivent et le nombre de victimes tend même à augmenter, notamment dans toute cette région du Liptako-Gourma[3].

Les GAT, qui ont de nombreux relais locaux au sein des communautés villageoises, restent très difficilement neutralisables. La nature hybride aussi de ces groupes, combinant plusieurs problématiques - jihadisme insurrectionnel, pillages et trafics - complexifie l'identification des leviers d'actions les plus pertinents pour stabiliser dans la durée le Liptako-Gourma, comme plus largement l'ensemble de la BSS. Les groupes affiliés à Daech, regroupés sous la bannière de l'*État Islamique au Grand Sahara* (EIGS) dirigé par Adnane Abou Walid al-Sahraoui, ne cessent d'étendre leurs capacités d'actions. C'est d'ailleurs dans le cadre du ciblage de certains de ces groupes que la force Barkhane a subi de lourdes pertes fin 2019 dans la région de Gao, lors du crash de deux hélicoptères en situation de combat, provoquant la mort de 13 militaires français.

Pour autant, cette focalisation sur les tensions au Liptako-Gourma, ne doit cependant pas faire oublier que c'est l'ensemble de la sécurité du Mali qui demeure précaire, comme le montre l'attaque récente mi-juin

---

[1] Création d'un poste de commandement et de coordination de la sécurité (PCCS), qui fédère l'ensemble des forces de sécurité présentes (MINUSMA, FAMa, police, gendarmerie, garde nationale et la force Barkhane).

[2] Ces bases avancées permettent désormais de déployer sur toute la zone, des actions de sécurisation, de renseignement, mais aussi de coopération civile (sanitaire, éducatif ou logistique). Parallèlement, près de 2000 soldats maliens ont été formés, afin de monter en opérationnalité et de participer aux opérations françaises.

[3] Cette zone est devenue depuis plusieurs mois un objectif stratégique majeur pour la coalition, comme l'a souligné le 13 Janvier 2020 lors du sommet de Pau, le Président français.

d'un convoi de véhicules militaires au centre du pays, dans la localité de Bouka Weré, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière mauritanienne, faisant 24 morts parmi les forces de sécurité.

2. *Le Burkina Faso reste impuissant face à l'expansion des GAT sur son territoire*

La recrudescence des activités terroristes dans la région des trois frontières se traduit aussi par une forte augmentation des attaques dans le nord du Burkina-Faso. Ces exactions répétées, que les autorités locales peinent à juguler, insécurisent toute la région, engendrant d'importants mouvements de population au sein du pays. Aujourd'hui, 600 000 civils seraient concernés, soit dix fois plus qu'en 2019, entrainant une crise sanitaire majeure[4].

La violence dans le nord burkinabè est désormais très ancrée et a pour origine une mosaïque de groupes djihadistes aux intérêts multiples. Ainsi au côté du GSIM venant du Mali, les membres *d'Ansarul Islam*, implantés dans la région forestière de Soum et prospérant essentiellement chez les populations peules des zones rurales délaissées par l'État, ont davantage des préoccupations insurrectionnelles, fondées sur des revendications politiques. Outre ces deux groupes, il faut aussi ajouter une multitude de bandes criminelles qui vivent de divers trafics et rapines, avec lesquelles les GAT entretiennent des relations partenariales ponctuelles et opportunistes.

Cette situation dégradée à la frontière nord du pays s'étend désormais également de plus en plus à l'est de la capitale Ouagadougou et ne laisse entrevoir que peu de perspectives de stabilisation de la situation à court terme. Ainsi, plusieurs attaques se sont encore déroulées le 30 mai dernier. La première sur l'axe Foubé–Barsalogho, où un convoi transportant de l'aide alimentaire pour les populations déplacées a essuyé des coups de feu, faisant une dizaine de morts et une vingtaine de blessés. Parallèlement, une autre attaque a eu lieu sur le marché de bétail de Kompiembiga, à 15 kilomètres de la ville de Pama, au sud-est du pays (25 victimes et plusieurs disparus).

---

[4]*« Le Burkina Faso confronté à la guérilla jihadiste et à une grave crise humanitaire ».* https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/le-burkina-faso-confronte-a-la-guerilla-jihadiste-et-a-une-grave-crise-humanitaire_3793361.html (consulté le 25 mai 2020).

3. Le Niger confronté au risque de jonction des influences territoriales des différents groupes armés de la région

Les attaques contre les forces de sécurité du pays qui se sont déroulées en 2019 sont également montées en puissance tout au long de l'année. La région de Tillaberi dans l'ouest du pays est le centre de ces attaques frontales, qui désormais sont mieux coordonnées que par le passé, avec des djihadistes mieux équipés, tant au niveau des véhicules que de leur armement.

Malgré la présence française postée à Niamey, permettant notamment la participation aux opérations de soutien (aviation, drone de reconnaissance en particulier), l'armée nigérienne paye un lourd tribut à la lutte anti-terroriste depuis la fin 2019. L'assaut du camp d'Inates le 10 décembre, faisant 71 morts parmi les forces de sécurité, illustre la recrudescence du harcèlement dont fait preuve l'EIGS (meilleurs renseignements pour préparer l'opération, utilisation des moyens logistiques et militaires accrus, présence de véhicules kamikazes et l'utilisation de mortiers et d'armes lourdes)[5]. Le 24 décembre, c'est l'escorte de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui a été attaquée dans la région de Sanam, à une centaine de kilomètres de la frontière malienne, faisant une dizaine de morts parmi les forces de sécurité, confrontées à des attaquants lourdement armés. Enfin, début janvier 2020, la zone frontalière a de nouveau connu une attaque contre les forces militaires du pays. Arrivés à bord de pick-up et de motos, les djihadistes ont tenté de prendre d'assaut le camp militaire de Chinégodar en pleine journée, faisant 25 morts parmi les forces de sécurité, qui de leur côté ont pu neutraliser une soixantaine de terroristes.

Si la région de Tillabéri est depuis quelques mois particulièrement en alerte, le Niger est simultanément confronté à une accentuation des tensions dans le sud-est du pays et doit faire face à une pression plus forte de la part de l'*État Islamique en Afrique de l'Ouest* (Iswap), issu d'une scission avec Boko Haram. Le 03 mai, lors de l'attaque de la base de Diffa et malgré les pertes subies, les djihadistes d'Iswap ont notamment réussi à s'emparer d'un stock d'armes et de matériel. Ce camp militaire situé près d'un ancien bastion terroriste[6], est aussi un point de contrôle important de toute la zone frontalière Niger-Nigéria-Tchad, qui selon l'ONU accueille par ailleurs quelques 250 000 à 300

[5] Cette opération d'une violence jamais atteinte est la cause du report du sommet entre la France et les dirigeants du G5 Sahel initialement prévu le 16 décembre 2019 et qui s'est finalement déroulé à Pau le 13 janvier 2020.

[6] Le village de Damasak, situé à une trentaine de kilomètres de Diffa a été conquis en octobre 2014 par *Boko Haram*. L'armée régulière avait à l'époque eu le soutien de l'armée tchadienne pour reprendre cette position stratégique, à la frontière du Niger et du Nigéria.

000 réfugiés, fuyant les exactions commises par Boko Haram depuis 2015.

L'expansion territoriale de ces violences à travers tout le Niger, concoure ainsi à une jonction probable des différents groupes terroristes et criminels (*bandits*)[7] à court terme, fragilisant toute la région. Si cette situation perdure, elle risque de favoriser dans un avenir proche la constitution d'un continuum djihadiste, au croisement des zones où prospèrent actuellement l'EIGS (Liptako-Gourma), l'Iswad (région de Diffa) et Boko Haram (frontière nigéro-tchadienne).

4. La Côte d'Ivoire attentive face au risque de contagion à sa frontière nord

Depuis l'attentat de Grand-Bassam de mars 2016 revendiqué par AQMI (19 victimes), les autorités ivoiriennes maintiennent une vigilance accrue à leurs frontières septentrionales, communes avec deux États particulièrement touchés par les actions terroristes[8]. Ce carrefour frontalier où circulent traditionnellement de nombreux civils de nationalités différentes, focalise l'attention du pouvoir central, afin que cette zone ne devienne pas une nouvelle plate-forme djihadiste, comme a pu le devenir la région du Liptako-Gourma. Le risque est d'autant plus important que la topographie forestière (région de Comoé) facilite l'installation et la dissimulation de campements clandestins. Dans le cadre de l'opération « *frontière étanche* » lancée en juillet 2019 par le président ivoirien Alassane Ouattara, plus de 300 militaires ont été déployés sur plus de 1000 km de frontière pour soutenir les activités douanières et policières locales. Cette initiative participait au contrôle renforcé d'une région englobant le triangle Sikasso (Mali), Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et Korhogo (nord ivoirien), où est notamment présente la katiba *Khaled Ibn Walid*, (Ansar Dine Sud)[9].

Pour autant, malgré ce déploiement de moyens supplémentaires, la Côte d'Ivoire vient de subir pour la première fois depuis 4 ans une nouvelle attaque terroriste sur son sol. Dans la nuit du 10 au 11 juin, la

[7] Dénomination locale de ces individus vivants de trafics divers et de razzias.

[8] L'enlèvement de ressortissants français en mai 2019 dans le parc de la Pendjari (Bénin) a aussi été un signal d'alerte pour les autorités d'Abidjan sur l'éventualité d'actions similaires de la part de groupes armés venant du Burkina Faso ou du Mali. Ces évènements ont aussi conduit la présidence ivoirienne à lancer l'idée d'un *G5 Sahel côtier*, permettant de coordonner les efforts de lutte contre les groupes terroristes présents en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, au Burkina Faso et au Ghana.

[9] Son chef historique Souleymane Keïta ainsi que ces principaux lieutenants, possèdent de nombreux relais familiaux dans la région, de part et d'autre des frontières du Mali, de la Côte d'ivoire et du Burkina Faso.

caserne de Kafolo a été prise d'assaut par les djihadistes du GSIM, faisant une douzaine de victimes côté FDS. Malgré l'arrestation rapide d'une trentaine de personnes par les autorités ivoiriennes dont le chef du commando, selon le ministre de la défense Hamed Bakayoko, la sécurisation de la zone de Comoé apparait plus encore comme un enjeu stratégique majeur, tant ce territoire forestier favorise l'implantation discrète de campements terroristes.

2. Face aux poussées terroristes, les contre-offensives militaires se multiplient pour reprendre l'initiative

1. La force Barkhane réaffirme sa présence pour mieux désorganiser les groupes djihadistes

La clarification officielle lors du sommet de Pau en janvier à Paris quant aux soutiens des chancelleries africaines vis à vis de la présence étrangère au Sahel, a accompagné positivement la régénérescence des opérations militaires contre les GAT, impulsées par la France et ses partenaires locaux. Si cette mise au point était nécessaire, cet affichage politico-diplomatique reste cependant insuffisant pour stabiliser à lui seul la recrudescence des attaques terroristes au Sahel.

En réponse à l'augmentation de ces attaques envers les forces de sécurité des pays du G5 Sahel, mais aussi contre les populations civiles, la force Barkhane et les armées nationales ont entamé depuis les six derniers mois une contre-offensive sur plusieurs fronts, avec notamment des moyens accrus en matière de renseignement. L'utilisation fin décembre 2019 pour la première fois d'un drone Reaper dans la région de Mopti au centre du Mali en est l'un des marqueurs[10]. À la suite de ce succès intervenu peu de temps avant le sommet de Pau de janvier, Barkhane a également reçu des renforts en début d'année (autour de 600 hommes), atteignant désormais un effectif total de plus de 5 000 hommes. Parallèlement, l'implication des armées régulières sahéliennes aux différentes opérations militaires monte aussi en puissance. À ce titre, fin décembre 2019, une première collaboration opérationnelle a eu lieu entre le commandement de la force Barkhane et l'armée du Burkina. En réaction à une attaque contre un détachement militaire burkinabè à Arbinda dans le nord du pays, les armées de l'Air burkinabé et françaises ont ainsi pu coordonner leurs moyens pour une opération conjointe[11].

---

[10] Lors de cette opération, une quarantaine de djihadistes ont été neutralisés.

[11] http://www.rfi.fr, *Sahel : la force Barkhane remporte des succès tactiques contre les jihadistes* (consulté le 28 mai 2020).

Malgré l'objectif d'autonomiser et d'aguerrir progressivement les forces de sécurité locale, comme les FAMa au Mali, la professionnalisation des armées des pays du G5 Sahel reste cependant à être achevée, même si l'on peut observer de premiers partenariats inter-armées à ce niveau pour assurer des actions coordonnées de manière autonome. Ainsi pour la première fois fin mai, les forces ivoiriennes et burkinabé sont intervenues lors d'une attaque à la frontière des deux pays, lors de l'assaut d'un campement terroriste à Aligoudou[12]. Le bilan reste cependant modeste (une dizaine de djihadistes neutralisés, une trentaine de combattant arrêtés et quelques armes et munitions récupérées)[13].

2. Un soutien européen confirmé et une présence américaine maintenue

Au niveau international, si certains signaux pouvaient laisser pressentir un éventuel désengagement des États-Unis de la zone fin 2019[14], on constate finalement une volonté américaine de maintenir une certaine présence sur ce théâtre d'opérations. À ce titre et bien que la France possède sur place trois Drones Reaper armés, les moyens américains en matière de renseignement demeurent capitaux dans le cadre du repérage des GAT, de leur suivi en appui des opérations, mais aussi pour cibler et neutraliser les chefs militaires djihadistes (l'exemple récent de l'élimination de l'émir Abdelmalek Droukdel dans le nord Mali le montre encore).

Du côté de la présence de la MINUSMA (force onusienne de 15 000 soldats)[15], son mandat d'intervention court jusqu'à la fin du premier semestre 2020. S'il a été déjà renouvelé par le passé, son mandat devrait de nouveau l'être d'ici juillet. Quant aux autres pays européens, peu sont déjà présents au Sahel[16] et la France demeure

---

[12] *« Opération antidjihadiste entre Burkina Faso et Côte d'Ivoire : 8 morts et 38 arrestations - Le Parisien ».* https://www.leparisien.fr/international/operation-antiterroriste-entre-burkina-faso-et-cote-d-ivoire-8-morts-et-38-arrestations-24-05-2020-8322558.php (consulté le 27 mai 2020).

[13] C'est cette opération qui a entrainé de la part du GSIM l'attaque de militaires à Fakolo le 11 juin dernier.

[14] Dans la dynamique de la stratégie US de se retirer du Moyen-Orient, il était envisageable que les forces présentes au Sahel (US AFRICOM) et qui ont des partenariats réguliers avec la force Barkhane, se désengagent également de ce théâtre d'opérations.

[15] La MINUSMA a été créée en 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a remplacé la Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine (MISMA). Basée à Bamako, le poste de chef d'état-major est actuellement occupé par un militaire français.

[16] L'Espagne intervient surtout à un niveau logistique (missions MARFIL et MAMBA), afin de transporter du fret par avion sur toute la zone. De manière directement opérationnelle, seuls les 50 militaires estoniens *du Scout Battalion Estonia* et les 70 militaires de la *Danis Air Task* (basé dans la région de Gao) constituent un soutien de première ligne face aux GAT.

depuis l'opération Serval lancée en 2013, le pilier central du dispositif militaire international, même si depuis fin mars, le principe de la *task force Takuba* est désormais entériné. Intégrée au commandement Barkhane et composée de forces spéciales issus de plusieurs pays européens, elle n'est cependant pas encore pleinement opérationnelle et ne le sera vraiment que d'ici début 2021[17].

3. Une attention renouvelée sur la formation des armées sahéliennes

Le sommet de Pau a été aussi le moment de réaffirmer les missions de la force Barkhane dans un contexte malien qui a vu, tout au long de l'année 2019, monter un fort ressenti anti-français. Dans ce contexte, la formation des forces de sécurité locales, comme les FAMa au Mali devient un enjeu stratégique réaffirmé, afin que les armées régulières des pays du Sahel puissent progressivement prendre leur autonomie et endosser à moyen terme le leadership de la sécurisation de la BSS. À ce jour, 13 000 soldats issus des différents pays intégrés au G5 Sahel auraient déjà bénéficié d'un accompagnement de la part de la France (instruction au tir, coordination des feux, etc.)[18].

Aux côtés de la force Barkhane, l'Europe participe aussi à cette professionnalisation, au travers de *European Union Training Mission in Mali* (EUTM) créée en 2013. Cependant après sept années d'existence, l'EUTM peine toujours à jouer pleinement son rôle de relai d'expertises auprès des armées régulières, tant le système militaire malien a ses intérêts propres, ses jeux d'intérêts particuliers, ses luttes d'influences, comme ses logiques de corruption et de détournement de fonds en provenance de l'Union Européenne[19].

---

[17] Le parlement suédois vient de confirmer la participation du pays à cette *task force* (150 hommes), aux côtés des belges, hollandais, danois, estoniens, portugais et français qui ont déjà donné leur accord.

[18] *Opération Barkhane*, Dossier de presse, Ministère des armées, janvier 2020.

[19] En 2019, l'UE a apporté une aide financière de 14 millions d'euros, sans pour autant constater de réelles avancées sur la transformation et l'opérationnalité des forces de sécurité maliennes. *Cf.* Denis TULL, *La Mission de formation de l'Union européenne et la difficile reconstruction de l'armée au Mali*, Note de recherche n°89 de l'IRSEM, février 2020.

3. La sécurité du Mali et la protection des populations civiles mises à l'épreuve par l'installation de nouveau fronts conflictuels

1. Une augmentation importante des représailles aveugles envers les populations peules

Parallèlement à l'intensification des activités des GAT, le début 2020 est aussi marqué par une inflation inédite des abus et des violations aux droits de l'Homme de la part des FAMa (armée malienne) et de la garde nationale[20]. La MINUSMA enregistre une hausse spectaculaire de plus de 60% de ces violences (exécutions extra-judiciaires, disparitions, arrestations arbitraires, actes de torture, etc.) sur le seul premier trimestre.

Par ailleurs, des mouvements d'auto-défense se sont constitués à travers tout le Mali, en particulier dans les régions où la présence de l'État central est la plus faible (centre et nord du pays notamment). Ils regroupent désormais plusieurs centaines de combattants entrainés. À la suite d'attaques djihadistes ciblant des villages dogons, ces groupes commettent en retour de véritables vendettas envers les communautés peules. Ces représailles se sont accentuées ces deux dernières années, pour atteindre leur point culminant le 23 mars 2019, lors du massacre d'Ogossagou (cercle de Bankass, dans la région de Mopti) qui a fait plus de 150 victimes civiles.

L'augmentation de ces exactions peine à être jugulée, même si le pouvoir central malien a récemment mis en place des négociations avec certains groupes d'auto-défense pour stopper leurs agissements, comme avec la milice dozos *Dan Na Ambassagou* créée fin 2016[21]. D'abord supplétifs des FAMa en matière de renseignement et de veille sur le terrain, les Dozos se sont progressivement autonomisés et constituent aujourd'hui de véritables groupes paramilitaires indépendants. Les Dozos revendiquent désormais plusieurs camps d'entrainement et agrègent plusieurs centaines de combattants. La dissolution de *Dan Na Ambassagou*, voulue par le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, quelques jours après la tragédie d'Ogossagou, est restée à ce jour lettre morte et il y a quelques

---

[20] *Situation des droits de l'homme au Mali, Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali*, Rapport de l'ONU, janvier 2020.

[21] *Dan Na Ambassagou* signifie « les chasseurs se confient à Dieu ». Ce groupe est constitué de chasseurs dozos qui traditionnellement protégeaient les villages sahéliens des bêtes sauvages. Perdant peu à peu leurs fonctions socioculturelles originelles, ils se sont progressivement constitués en groupes de miliciens d'auto-défense.

semaines encore ce même village a de nouveau subi une nouvelle attaque[22].

Cette situation traduit les fortes tensions intercommunautaires qui prévalent à travers tout le Mali (mais aussi plus largement dans toute la zone du Sahel central) et qui visent directement les villages peules, suspectés d'être des alliés « naturels » des groupes terroristes[23]. Ce cycle de violences ne peut cependant pas être compris comme l'expression unique des conflits récents, tant il procède aussi de rapports conflictuels historiques qui structurent les relations entre dogons (agriculteurs sédentaires) et peuls (éleveurs nomades), depuis la création de l'État théocratique de la *Dîna du Macina* au début du XIX^{ème} siècle[24].

2. L'aggravation des accrochages entre GSIM et EIGS marque une nouvelle étape dans la concurrence inter-djihadistes

Depuis 2013, les groupes terroristes qui se sont progressivement implantés dans tout le Sahel central ont régulièrement connu des jeux internes de coopérations, d'allégeances, de fusions, mais aussi de dissidences et de tensions. Le GSIM (Al-Qaïda) fortement implanté dans le nord du Mali et dans le centre du pays (région de Mopti), s'étend désormais aussi dans la région du Gourma-Liptako, où l'EIGS (Daech) est également présent de part et d'autre de la frontière nigério-malienne.

Leurs influences respectives sont aussi très marquées plus au sud de cette zone, en particulier pour ce qui concerne le GSIM, dont les activités se sont beaucoup développées au nord comme à l'est du Burkina-Faso en 2019.

Cependant, fait singulier par rapport à ce qui se passe sur d'autres continents, la particularité de la BSS est de voir les GAT cohabiter voire d'entretenir des relations de coopérations ponctuelles, à mesure de leur expansion et de leur restructuration.

---

[22] L'offensive de février 2020 a fait une vingtaine de morts parmi les civils.

[23] Plusieurs GAT de la BSS, ont à leur tête des chefs peuls, comme le *Front de libération du Macina*, intégré aujourd'hui au Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), ou *Ansar ul Islam*, basé au nord du Burkina Faso. Ces groupes priorisent aussi de leur côté les recrutements dans les villages peuls, ce qui alimente l'idée connivence « mécanique » de l'ensemble des populations peules vis à vis des GAT.

[24] A cette période, une partie des peuls islamisés ont assis leur influence politico-économique sur toute la région et a dominé les autres groupes de tradition animiste, générant ainsi un sentiment de rancœur toujours présent. Ce substrat ancien de conflictualités s'est progressivement sédimenté et il trouve aujourd'hui une nouvelle expression au travers des violences inter-ethniques, dans un contexte sahélien de raréfaction des ressources et des terres fertiles. *Cf.* Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, *Peuls et Dogons dans la tourmente au Mali : histoire d'une longue relation ambivalente, www.theconversation.com*, mars 2019 (consulté le 25 mai 2020).

Cette exception sahélienne (qui tranche avec la situation irako-syrienne) marque cependant le pas depuis quelques mois et l'on observe de plus en plus d'accrochages entre ces deux groupes, notamment dans la région du Liptako-Gourma. Alors que le GSIM et l'EIGS communiquaient très peu jusqu'ici sur ces escarmouches, désormais les organes de communication de ces mouvements les officialisent dans leur propagande[25].

Cette lutte d'influence entre les deux groupes se traduit par une surenchère de part et d'autre, afin d'asseoir leur influence respective pour attirer à eux le maximum de nouvelles recrues (parmi les populations notamment peules, comme au sein même du groupe concurrent) et préempter les trafics régionaux existants, afin de financer leurs activités et rétribuer leurs membres[26].

Ces guérillas intra-djihadistes génèrent ainsi de nombreuses prédations violentes, qui contraignent les populations villageoises à fuir ces zones, qui sont déjà fortement touchées par des pénuries alimentaires et des conditions sanitaires dégradées.

4. Des solutions politiques aux conflits qui peinent à voir le jour

1. La coopération effective des états sahéliens contre les GAT reste à construire, malgré quelques signaux politiques plus marqués depuis fin 2019

Tous les observateurs indiquent que la menace que font peser les GAT sur la BSS ne pourra être jugulée uniquement par le seul fait d'une intervention militaire (qui plus est venant de l'étranger)[27]. La stabilisation de la zone doit aussi être recherchée à partir de processus politiques. Mais à ce titre, la situation géopolitique de la BSS demeure précaire, tant au niveau de la régénérescence démocratique des États

---

[25] Pour le détail de l'évolution récente des tensions entre le GISM et l'EIGS, *Cf.* Wassim Nasr, *Isis in Africa : the end of the "sahel exception"*, *in* Terrain assessment, Center for Global Policy, juin 2020.

[26] La criminologie des groupes djihadistes (en particulier ceux issus de l'EIGS) se concentre sur le racket et l'impôt musulman dévoyé (*zakat*) que les GAT imposent par la violence. Cet « impôt révolutionnaire » est également complété par des divers trafics (drogues, armes, mais aussi ressources aurifères présentes sur de nombreux sites d'extraction au sahel central). Les razzias de bétail sont aussi très nombreuses (causant un exode de population rurale ayant perdu leurs principales ressources économiques). L'ensemble de ces revenus permettent désormais aux GAT d'accéder à une certaine autonomie financière pour financer leurs opérations armées et rétribuer leurs membres (argent, mais aussi bétail, moto, *etc*.).

[27] La force Barkhane intègre d'ailleurs dans ses objectifs la formation des forces de sécurité locales, afin qu'elles puissent un jour assurer leurs missions sécuritaires en autonomie. Elle participe également à de nombreuses actions de développement civilo-militaires (accès à l'eau, à l'énergie, à la santé, à l'éducation, etc.), en particulier dans le centre Mali et la région du Liptako-Gourma.

centraux comme au Mali, que dans le cadre plus large d'une coopération panafricaine renforcée (G5 Sahel ou CEDEAO).

Sur ce dernier point, le sommet organisé par la CEDEAO à l'automne 2019 à Ouagadougou (élargi à d'autres pays frontaliers comme le Cameroun, la Mauritanie et le Tchad) consacré à la lutte contre le terrorisme et les organisations criminelles, a surtout mis en lumière un objectif commun minimal de *sauvegarde de l'intégralité des États et des institutions démocratiques, de la protection des populations civiles et des biens*[28]. Depuis, le plan 2020-2024 entériné en décembre 2019, doit apporter des solutions concrètes à cette problématique, avec un financement prévisionnel de 1 milliard de dollars. Cependant, d'importantes zones d'ombre demeurent quant à l'abondement de ce fond, pourtant crucial pour qu'il ait une chance de se traduire un jour par des actions concrètes[29].

Parallèlement, les élections présidentielles au Nigéria, début 2019, ont ouvert une nouvelle phase dans les processus électoraux au Sahel, sur fond de crise sécuritaire, politique, économique et sanitaire[30]. À leur tour, d'autres pays voisins vont d'ici à la fin 2020 entrer dans des périodes électorales, lors desquelles les pouvoirs en place vont devoir remettre leurs mandats en jeu, comme en Côte d'Ivoire[31] ou au Niger[32]. Quelques soient les résultats des urnes, ce seront ces futurs dirigeants qui porteront véritablement les actions concrètes qui traduiront les bonnes intentions affichées lors des dernières réunions internationales[33].

---

[28] https://www.g5sahel.org (consulté le 25 mai 2020).

[29] Le sommet extraordinaire des chefs d'États à Abuja en décembre dernier n'a pas réglé la question du financement de ce plan. D'une part, le montant d'un milliard de dollars semble lui-même sous-estimé par rapport aux ambitions affichées et d'autre part si l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est engagée à contribuer à hauteur de 500 millions de dollars, le complément de l'enveloppe ne pourra être pourvue qu'avec une aide internationale qui reste encore à trouver.

[30] Les élections présidentielles comme législatives avaient d'ailleurs dues être repoussées face à de nombreuses violences dans le pays qui risquaient d'entacher le scrutin. Malgré la contestation des résultats par l'opposition, Muhammadu Buhari a été finalement reconduit dans ses fonctions.

[31] A l'automne 2020, le président Ouattara a annoncé qu'il ne se représentera pas à propre réélection, laissant Amadou Gon Coulibaly son premier ministre briguer le poste. En souhaitant modifier avant son départ une vingtaine de points de la Constitution, l'opposition suspecte une manœuvre politique et menace par ailleurs de boycotter le scrutin si la commission électorale indépendante n'était pas réformée avant octobre.

[32] La prochaine élection présidentielle est prévue pour le 27 décembre 2020 en même temps que les législatives, mais de fortes tensions existent, autour du code électoral actuel qui exclut l'un des opposant, Hama Amadou, condamné à un an de prison dans le cadre de l'affaire dite du « trafic des bébés ». Par ailleurs, les élections municipales et régionales qui devaient initialement se tenir en 2016, n'ont toujours pas eu lieu et les mandats sont régulièrement reconduits par le gouvernement, grâce à des dispositions législatives.

[33] A la suite du sommet de Pau en janvier et de celui de Nouakchott de juin, le prochain sommet international est prévu début 2021 dans l'un des pays du G5 Sahel qui reste à déterminer.

2. *Le Mali traversé par une crise politique à la suite d'un scrutin législatif contesté*

Actuellement, c'est le pouvoir malien qui est fragilisé face à la remise en cause par la rue de sa légitimité. La dernière campagne législative qui vient de s'achever et qui s'est soldée par la victoire du parti d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK)[34] a été emmaillée de nombreux incidents et irrégularités. L'opposant Soumaïla Cissé, enlevé en pleine campagne électorale dans le centre du pays n'a toujours pas été libéré. Quant à la sincérité du scrutin, et ce malgré la décision récente de la Cour constitutionnelle de confirmer les résultats du vote en faveur du parti présidentiel[35], il reste sujet à caution pour les opposants et constitue un facteur aggravant de la crise politique actuelle. Ces mécontentements fédérés au sein du mouvement du Rassemblement des Forces Patriotiques du Mali, remettent en question la légitimité du Président IBK et le pousse à démissionner[36].

La Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants (CMAS), dirigée par Mahmoud Dicko, prône un islam d'inspiration wahhabite. Elle est actuellement le fer de lance de cette contestation (comme lors de la demande de la démission du Premier ministre au moment du massacre d'Ogossagou au printemps 2019), même si son responsable a pu entretenir avec la présidence malienne des relations plus étroites ces derniers mois, notamment dans le cadre de l'ouverture d'un dialogue avec les djihadistes du GISM.

Cette situation de forte contestation reste pour l'instant incertaine quant à ses débouchés politiques, tant la dimension hétérogène du mouvement (politiques, religieuses et civiles) rend difficilement lisibles les conséquences politiques qu'elle pourrait avoir sur la situation militaro-sécuritaire du pays[37].

---

[34] Le RPM est arrivé en tête mais sans majorité. Malgré l'élection de 51 députes, il doit composer avec le parti allié Adéma-PASJ arrivé second.

[35] De nombreuses zones d'ombre planent cependant sur le comptage des bureaux de votes (résultats non publiés) et dont certains n'ont même pas pu ouvrir pour cause d'insécurité.

[36] Cette coalition regroupe outre le CMAS de Mahmoud Dicko qui vient de quitter la présidence du Haut Conseil Islamique, le mouvement anti-corruption Espoir Mali Koura (EMK) et le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) qui fédère lui-même plusieurs partis dont l'Union pour la République et la démocratie (URD) dirigé par l'ex-premier ministre Soumaïla Cissé qui a été enlevé.

[37] Le 16 juin, le président IBK qui n'envisage pas de démissionner pour l'heure à proposer à ses opposants la constitution d'un gouvernement d'union nationale, des revalorisations salariales pour certains fonctionnaires et la dissolution du parlement et de la cour constitutionnelle. Toutes ces propositions ont été rejetées par l'imam Dicko, leader de cette contestation.

5. Un horizon sécuritaire incertain en 2020 et une année cruciale pour l'avenir de la crise sahélienne

L'année 2020, débutée avec le sommet de Pau en janvier a sans doute permis de redynamiser les efforts accomplis depuis 2013 pour stabiliser l'avancée djihadiste au Sahel. La disparition récente de l'un des principaux chefs d'AQMI permettra sans doute de gagner un temps précieux pour réorganiser dans les semaines et les mois qui viennent les actions anti-terroristes qui meurtrissent toute cette région. La neutralisation de l'émir est aussi le signal pour les autres composantes du GSIM (comme pour l'EIGS) que les renseignements militaires français et alliés sont désormais capables avec des moyens renforcés (notamment les drones Reaper) de porter des coups stratégiques au plus haut niveau des organisations terroristes. Cette pression militaire sera d'autant plus forte d'ici quelques mois quand la *task force* Takuba sera pleinement déployée. Pour autant, de nombreuses questions restent en suspens sur la manière dont réagira le GSIM dirigé par Iyad Ag Ghali (qui fédère outre AQMI, la Katiba Macina et Ansar Eddine) et a qui le président malien Ibrahim Boubacar Keïta avait proposé en début d'année de nouer un dialogue pour trouver une sortie politique au conflit[38].

Parallèlement, la question se pose aussi de savoir dans quelle mesure l'EIGS, qui tente désormais de s'imposer face au GSIM en particulier au Liptako-Gourma, va réagir face à la désorganisation de l'une des factions de son rival djihadiste.

Le contexte sanitaire et humanitaire (sècheresse prévue et pandémie de Covid-19) va certainement avoir également un impact sur l'évolution du contexte politique et sécuritaire au Sahel. Alors que les pouvoirs centraux peinent à endiguer les exactions des groupes criminels et djihadistes, le nombre de civils déplacés va continuer d'augmenter en 2020. Les opinions publiques des pays du G5 Sahel seront alors « travaillées » par cette situation et cela aura probablement des impacts directs sur les différents processus électoraux prévus en fin d'année, comme en Côte d'Ivoire (de nouveau meurtrie par des attaques terroristes) ou au Niger (qui se transforme peu à peu en point de jonction des zones d'influences des différents groupes djihadistes).

Enfin, il faut aussi noter que dans la stratification complexe des problématiques sahéliennes, la Russie semble vouloir depuis quelques mois jouer également un rôle dans cette région (riche par ailleurs en ressources naturelles). Plusieurs axes de coopération ont été renforcés

[38] En arrière fond, plane aussi les accords d'Alger de 2015 signés à Bamako entre le pouvoir malien et les mouvements indépendantistes Touaregs, restés sans traduction concrète depuis cinq ans.

fin 2019 avec les autorités maliennes. Cela s'est déjà concrétisé par un soutien militaire russe (vente de matériel, présence du groupe Wagner officiant également en Libye), ainsi que par des jeux d'influences auprès de l'opinion publique malienne, en alimentant l'automne dernier le ressentis anti-français présent chez certains groupes d'opposition (Patriotes).

Pour toutes ces raisons, l'année 2020 sera sans doute décisive pour le devenir du Sahel en fonction de l'évolution de l'enchevêtrement des différentes problématiques qui le traversent et le fragilisent (sécurité, pénurie alimentaire, pandémie sanitaire, stabilité politique, *etc.*). Une seule chose reste certaine à ce jour, c'est qu'il faudra tout à la fois poursuivre un engagement militaire soutenu, financer des centaines de projets de développement et de coopération en direction des populations civiles, et favoriser la régénérescence politique et démocratique au sein des pays du G5 Sahel, pour espérer entrevoir à moyen terme, une sortie de crise pacifiée et pérenne.